

"Le Sommet incertain" dans 30 jours d'Europe (juillet-août 1972)

Légende: Paru en été 1972 dans le mensuel 30 jours d'Europe, cet article s'interroge sur la probabilité que la prochaine Conférence européenne au sommet se tienne comme prévu le 19 octobre à Paris, dans le même esprit de relance que le sommet de La Haye de décembre 1969.

Source: 30 jours d'Europe. dir. de publ. Fontaine, François ; RRéd. Chef Chastenet, Antoine. Juillet-août 1972, n° 168-169. Paris: Service d'information des Communautés européennes. "Le Sommet incertain", auteur:Hubert, Raymond , p. 7-9.

Copyright: Libre reproduction, mention d'origine obligatoire.

URL: http://www.cvce.eu/obj/le_sommet_incertain_dans_30_jours_d_europe_juillet_aout_1972-fr-a9a6038d-aad4-459b-b226-3fc1213033c4.html

Date de dernière mise à jour: 13/08/2015

Le Sommet incertain

La Conférence européenne au sommet prévue pour le 19 octobre à Paris est encore incertaine. Au moment où paraîtront ces lignes, elle s'inscrira peut-être même, dans l'irréel du passé. Toutefois, les dix gouvernements continuent à entretenir le mythe de «la préparation au Sommet».

Pourtant, lorsque le président Pompidou lança pour la première fois l'idée de réunir les chefs d'État et de gouvernement en une conférence semblable à celle de La Haye de décembre 1969, quel bon accueil reçut cette proposition!

C'était au mois d'août 1971. L'Europe se trouvait alors, brutalement, mise en face du décrochage du dollar et de la crise monétaire. L'idée d'un Sommet qui permettrait à la Communauté élargie des «Dix» de s'affirmer, de préciser ses objectifs pour les dix prochaines années et de serrer les rangs, pour tenir sa place dans un monde tourmenté, quelle perspective séduisante! On avait conservé un bon souvenir du Sommet de La Haye, qui avait marqué le retour véritable de la France dans la Communauté.

La préparation

Durant deux années, la marche vers l'unité européenne avait repris son laborieux progrès, l'élargissement était devenu une réalité... Le Sommet de Paris devait constituer une relance de l'Europe et s'inscrire dans l'histoire avec le même éclat que Messine...

On célébra donc, dans les derniers mois de 1971, les perspectives du Sommet. Puis, au début de 1972, tout le monde étant bien d'accord sur la nécessité de préparer sérieusement une rencontre de cette importance, les dix gouvernements passèrent au stade de la préparation réelle. C'est ainsi que, sous la présidence luxembourgeoise, se tinrent en mai et juin 1972 trois réunions des dix ministres des Affaires étrangères consacrées chacune à un des grands thèmes qui s'imposaient pour l'ordre du jour du Sommet: l'union économique et monétaire, les relations de la Communauté avec le reste du monde et les conséquences que comportaient, forcément, pour les institutions de la Communauté, les perspectives nouvelles qui s'ouvraient à celle-ci.

Les grands écueils

On causa. Il n'y eut pas, à proprement parler, de discussion au cours de ces trois rencontres, mais des exposés successifs où chacun laissait filtrer ses arrière-pensées.

C'est ainsi que, très vite, les grands écueils apparurent en pleine lumière: les limites de l'indépendance de l'Europe vis-à-vis de Washington d'abord, et ensuite la vieille querelle doctrinale qui ressurgit avec une virulence qu'on croyait dépassée: l'affrontement entre la conception communautaire et la conception de «l'Europe des patries». Ce deuxième point sensible se polarisa et s'envenima autour de la chicane sur le secrétariat politique. Le gouvernement de Paris admettait la nécessité d'un organisme mis à la disposition du Conseil des ministres pour faciliter la coopération politique (l'idée avait été avancée par le Chancelier Brandt). Mais il voulait que ce secrétariat ait son siège non pas à Bruxelles auprès du Conseil, mais à Paris.

Pour justifier cette demande, le gouvernement français invoqua sa crainte de voir le secrétariat politique travailler dans l'ombre du siège de l'O.T.A.N., sa crainte que la Commission européenne ne mette la main sur le Secrétariat politique, pour tout dire sa ferme résolution de situer, sans risque de dérapage, la coopération politique sur le plan intergouvernemental et non sur le plan communautaire.

C'est à cette occasion que fut invoqué, assez curieusement, le défunt «Plan Fouchet», ce qui, après les espoirs suscités par l'esprit de La Haye, revêtit une résonance un peu troublante à certain nombre d'oreilles.

L'abcès crève

L'abcès creva lors de la visite que rendirent à Paris les ministres belges, MM. Gaston Eyskens et Pierre

Harmel, le 2 juin dernier. Ce jour-là, le président Pompidou déclara «tout à trac» que, quant à lui, il préférerait ne pas lancer les invitations pour le Sommet d'octobre, plutôt que de voir cette conférence déboucher sur *de vagues déclarations d'intention, des accords sur des points mineurs ou, pis encore, des désaccords mal camouflés.*

Apaisé l'émoi causé par ce coup de poing sur la table qui évoquait une époque qu'on croyait révolue, les partenaires de Paris réagirent. Et d'abord les trois pays du Benelux qui, tour à tour (M. Harmel le 7 juin, M. Thorn le 2 juin, M. Schmelzer à l'occasion de la visite à Paris de la reine Juliana), répondirent en substance: «Chiche. Mieux vaudrait, en effet, un Sommet ajourné qu'un mauvais Sommet. Que ceux qui veulent assumer la responsabilité de l'ajournement lèvent la main.»

Le calme revenu, on constate maintenant que l'affaire du Sommet a perdu tout caractère dramatique. Aura-t-il lieu? N'aura-t-il lieu qu'au printemps 1973? Personne n'a envie de se mettre en flèche pour confirmer ou décommander la date du 19 octobre.

Le plus attaché au maintien du rendez-vous semble le chancelier Brandt qui aimerait bien situer les élections allemandes dans la lumière d'une manifestation diplomatique compensatoire et flatteuse (la conférence de La Haye avait été pour lui personnellement un très grand succès). Les quatre nouveaux membres et le gouvernement de Londres, d'abord, affichent une discrétion de bonne compagnie: «Nous sommes nouveaux... ce sera comme vous voudrez...». Les Italiens ont d'autres préoccupations. Les trois pays du Benelux ne croient plus guère, désormais, aux chances d'une relance européenne vraiment active qu'ils eussent souhaitée.

Une nouvelle occasion manquée?

Mais ils pensent tout de même qu'un Sommet limité à l'union économique et monétaire et aux relations avec le Tiers Monde serait utile dès l'automne. Les Français sont les plus réticents, mais donnent l'impression de ne pas tenir à assumer la responsabilité de l'ajournement.

La flottaison de la Livre sterling a apporté dans le tableau un élément nouveau. Elle a renvoyé au second plan les discussions institutionnelles et l'affaire du secrétariat politique (provisoirement, on n'en parle plus) pour concentrer tout l'intérêt sur la solidarité européenne en matière monétaire.

Serait-il sensé, font valoir assez justement les Français, de continuer à parler d'union économique et monétaire, si nous ne sommes même pas capables d'observer une attitude commune devant les assauts de la spéculation internationale dans la lueur du dollar déboussolé?

A cette question, les ministres européens réunis à Luxembourg le 26 juin n'ont pas apporté une réponse bien convaincante. Ils ont affirmé certes, qu'ils respecteront leurs engagements. Mais ils ont escamoté le fond du problème, à savoir les moyens efficaces à adopter pour se défendre ensemble contre les coups des capitaux flottants.

Peut-être la rencontre Pompidou-Brandt du 3 juillet apportera-t-elle sur ce point un élément utile. Encore que le temps n'est plus où le sort de la Communauté pouvait se décider entre deux gouvernements membres.

Quant aux ministres des Affaires étrangères, ils se sont donné jusqu'au 18 juillet pour réfléchir.

Sommet européen le 19 octobre?

Sommet européen ajourné?

On aurait presque tendance à répondre: peu importe, de toute façon, dans le climat détérioré actuel, ce ne saurait être pour l'Europe qu'une occasion manquée. Ce ne sera pas la première, ni la dernière.

Raymond HUBERT

